

Université des Arts de Belgrade

Master de Management culturel et Politiques culturelles

Le défi culturel dans l'Oriental marocain



INSTITUT FRANÇAIS
DE L'ORIENTAL

Oujda

Par :

DARRIAU Marie

Tuteur universitaire :

Milena Dragicevic-Sesic, PhD

Oujda, Août 2007

Remerciements

Merci à Madame M. Dragicevic-Sesic pour m'avoir soutenue et guidée tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Merci à M. Yves de la Croix, directeur de l'Institut français de l'Oriental, pour sa patience et ses conseils.

Un grand merci à tous ceux qui m'ont soutenue pendant la rédaction de ce mémoire, notamment Anne-France pour ses relectures chocolatées entourées de lames de bonne humeur.

Merci à Nadia, pour ses relectures, ses cafés au lait, son soutien moral, ses réflexions pleines d'idées et ses mises en forme.

Merci à Cédric qui m'a motivée pour rédiger ce mémoire.

Merci à James qui m'a soutenue et donné de nombreuses pistes de recherches.

Merci à mes parents pour leurs relectures attentives et leur soutien téléphonique et électronique.

Et bien sûr un grand merci à tous ceux que je n'ai pas cités mais qui ont contribué à la rédaction de ce mémoire.

MERCI

Sommaire

Remerciements —2

Note méthodologique —5

Introduction —6

Partie 1 : Culture, cultures : exercice de définition —8

1. Définitions de la culture —8

1.1. Définition de la culture selon l'UNESCO —8

1.2. La définition de la culture d'après le dictionnaire « *Le Petit Larousse* » —8

2. Approches multiples —9

3. L'exemple du Maroc : une autre conception de la culture (loin de la vision française) —12

4. Conclusion —13

Partie 2 : De la culture marocaine au Maroc... —15

1. Le contexte culturel : La politique marocaine —15

2. Production culturelle : entre tradition et modernité —17

2.1. Littérature —18

2.2. La production cinématographique marocaine —20

2.3. Les arts plastiques —21

2.4. La nouvelle scène marocaine de musiques actuelles —23

3. La société marocaine : les aléas d'une transition vers le développement —24

4. Conclusion —26

Partie 3 : ... à la politique culturelle française au Maroc —28

1. Historique/critique —28

1.1. Selon le rapport d'Yves DAUGE —29

1.2. Selon texte d'Alain Lombard —31

2. La présence française au Maroc aujourd'hui —31

3. Les perspectives de la coopération culturelle franco-marocaine —33

3.1. Nouvelle donne politique en France : quelles retombées pour le Maroc ? —35

4. Conclusion —35

Partie 4 : Le défi culturel de l'Oriental : un exemple précis —37

1. L'Oriental, un contexte géographique et culturel bien spécifique —37
2. L'Institut français de l'Oriental : son positionnement, son action —38
 - 2.1. Historique —38
 - 2.2. Les lieux de diffusion à Oujda —39
 - 2.3. Formulation des capacités de gestion —39
 - 2.4. Analyse SWOT —42
 - 2.5. Positionnement actuel —44
3. Comment orienter les actions de l'IfO pour contribuer au développement de la culture dans l'Orientale ? —47
 - 3.1. Formation et professionnalisation des artistes : Création d'un complexe culturel. —47
 - 3.2. Programmation de spectacles —47
 - 3.3. Alphabétisation et sensibilisation à la lecture —50
4. Conclusion —50

Conclusion générale —51

Bibliographie —55

Webographie —56

Annexes —58

Note méthodologique

Le but de ce mémoire est de créer un outil utile qui serve mon projet professionnel.

Mon objectif professionnel est de devenir directrice d'un Institut, d'un Centre Culturel ou d'une Alliance française à l'étranger.

En effet, il sera déterminé, tout au long de cette étude, des critères de lecture qui aideront à la mise en place d'actions au sein d'une structure diplomatique culturelle française adaptée aux conditions locales et respectant les directives de l'ambassade.

Pour réaliser ce mémoire, je me suis basée sur plusieurs types de recherches :

- observations et analyse d'expériences vécues,
- lectures de textes et livres ayant trait à mon sujet,
- recherches sur Internet,
- entretiens avec les artistes « amis » de l'Institut français de l'Oriental, le personnel de l'IfO et Réda Allali, journaliste pour *TelQuel*¹ et musicien (leader du Groupe Hoba Hoba Spirit). Ces échanges m'ont permis de toucher une réalité que je ne soupçonnais pas.

Mais, de temps à autre, ces recherches se sont révélées complexes car travaillant au sein même de l'Institut français, il m'était parfois difficile de prendre le recul nécessaire à une analyse objective.

¹ *TelQuel* est un hebdomadaire. C'est un magazine de société avec une vision du Maroc moderne, jeune et sans complaisance.

Introduction

"Le Maroc, terre maghrébine, est un carrefour d'histoires et d'influences"² qui se chevauchent à un rythme accéléré depuis le début du XX^{ème} siècle. La France est présente au Maroc depuis le XIX^{ème} siècle et jusqu'à nos jours, mais sous différentes formes, du Protectorat à l'indépendance du Maroc. Toutes ces influences, arabes, berbères, espagnoles et bien sûr françaises, en font un royaume à la culture riche et variée.

Le Maroc terre de contraste d'une région à une autre est plein de paradoxes, le monde des villes et celui des campagnes, les zones touristiques occidentalisées et les zones oubliées. La culture traditionnelle (approche communautaire) coexiste avec de nouvelles influences d'occident (approche culturelle plus individualiste). En réalité, la culture des villes se frotte à celle des campagnes, les traditions se perpétuent mais les pratiques culturelles s'occidentalisent.

Depuis 1999 le Maroc a été classé en Zone de Solidarité Prioritaire³ par la France ce qui en fait un partenaire privilégié et le réseau diplomatique de la France au Maroc est son plus important dispositif au monde (en comparaison avec les réseaux français dans les autres pays).

Avec l'intronisation du roi Mohammed VI en 1999, le pays est en pleine transition politique et en développement. Malgré des zones touristiques développées et très occidentalisées, il reste des régions à l'écart de ces entreprises. Le fossé est grand, le développement y est plus lent, mais néanmoins présent.

L'Oriental en est un exemple, région frontalière avec l'Algérie, située à l'extrême est du Pays, longtemps qualifié de "Maroc inutile" c'est une zone particulièrement défavorisée. (Le roi Hassan II, en quarante ans de règne, n'y est jamais allé)⁴. Depuis son couronnement, le roi Mohammed VI s'est rendu plusieurs fois dans l'Oriental pour redynamiser cette région, cependant le développement économique, social et culturel y reste lent, en comparaison avec le reste du pays.

² Pierre VERMEREN, *Le Maroc en Transition*, édition La Découverte, Paris 2004.

³ La Zone de solidarité prioritaire (ZSP) a été définie par le Gouvernement français en février 1998 pour contribuer au développement des institutions, de la société et de l'économie. Elle se compose de 55 pays parmi les moins développés en termes de revenus, n'ayant pas accès au marché des capitaux et avec lesquels la France entend nouer une relation forte de partenariat dans une perspective de solidarité et de développement durable.

⁴ Par représailles, Hassan II n'avait jamais pardonné une tentative de complot organisé par des oujdīs.

Dans ce contexte, comment la politique culturelle française peut-elle contribuer au développement durable de la culture au Maroc ?

De la vision occidentale à la vision marocaine de la culture, la culture a plusieurs approches (chapitre 1). Le contexte spécifique du Maroc, royaume en pleine transition sociale, économique et culturelle (chapitre2), permet de comprendre comment s'y déploie l'appareil diplomatique français (chapitre3). L'Oriental concentre les enjeux de développement, les ambiguïtés et les complexités que contient le pays. L'IfO s'inscrit, à travers son positionnement, en acteur privilégié de l'évolution de cette région (chapitre 4).

Partie 1 : Culture, cultures : exercice de définition

L'objectif de ce chapitre est de définir les différentes conceptions de la culture. La culture définie par l'UNESCO, la vision française, plus largement occidentale et enfin la conception de la culture au Maroc. C'est à partir de cette recherche que des éléments clés seront dégagés afin de sélectionner des critères permettant de situer telle ou telle culture.

1. Définitions de la culture

1.1. Définition de la culture selon l'UNESCO

« La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. »

Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet – 6 août 1982.

1.2. La définition de la culture d'après le dictionnaire « *Le Petit Larousse* »

Culture : « Ensemble des connaissances acquises ; instruction, savoir. [Notion de culture individuelle]

Ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses et intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à une autre. [Notion de culture collective] »

Ces deux définitions sont quasiment similaires. A l'exception de la notion des droits fondamentaux de l'être humain mentionnés dans la définition de l'UNESCO, et la notion de culture individuelle assimilée à la culture générale dans le *Petit Larousse*.

Ces définitions montrent que pour cerner la culture de nombreux critères sont pris en compte, notamment l'impact religieux, sociétal et artistique.

Mais, dans la définition du dictionnaire français, une distinction est faite entre la culture individuelle et la culture collective.

La culture individuelle résulte des connaissances générales acquises par l'individu, ce qui est également nommé culture générale, mais cette dernière est incomplète si l'individu ignore la culture collective qui l'entoure.

Cependant, de nos jours, la culture a différentes conceptions. La conception occidentale, principalement fondée sur la production et la consommation culturelle. Cette approche de la culture est plutôt individuelle.

Et une conception plus communautaire fondée sur les traditions populaires où la culture est le reflet et le moteur de la vie sociale.

2. Approches multiples

La vision française de la culture (notion collective de la définition du *Petit Larousse*) pourrait se limiter à ces termes réducteurs : *l'art pour l'art*. Cependant, il convient de relativiser cette conception.

Dans le domaine des pratiques amateurs, professionnelles et de la création, la culture est essentiellement cantonnée aux arts (musique, théâtre, danse, lettres, cinéma, arts plastiques, etc.). En France, une distinction est faite entre la culture et les traditions, au détriment du développement des traditions populaires folkloriques.

La culture y est plus élitiste (bien malgré elle). En effet, la France est l'un des premiers pays au monde à avoir créé un ministère dédié à la culture, en 1959 avec André Malraux. Il est chargé d'assumer le "rôle, à la fois déterminant et limité, qui revient à l'Etat dans la nouvelle mission culturelle de la collectivité⁵". Il a pour mission de démocratiser la culture en rendant les œuvres accessibles à un large public et en favorisant la création.

La mise en place de ce ministère a permis de créer et d'affirmer la notion d'exception culturelle française au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, alors que les Etats-Unis font pression pour une très large diffusion de leurs produits culturels (notamment le cinéma) dans l'Hexagone. La création du ministère de la Culture montre une institutionnalisation de la culture. Il s'agit d'une idée novatrice qui permet la concentration de la culture française (vision d'en haut) sous une seule entité.

⁵ Source : site Internet du ministère français de la Culture et de la Communication, rubrique : historique www.culture.gouv.fr , dernière visite le 27-06-07.

Les pratiques culturelles en France pourraient être divisées en deux catégories : les pratiques consommatrices, où le consommateur n'est autre que le spectateur, lecteur, etc. Elles sont assimilées à aller au cinéma, lire, aller voir un concert, un opéra, un spectacle, du théâtre, etc. Puis il y a les pratiques de « création », tant professionnelles qu'amateurs. Ce sont également les pratiques de ces disciplines (créations plastiques, pratique d'un instrument de musique, etc.).

La conception française de la culture a tendance à être individualiste au sens où l'on pratique la culture pour soi et cela n'a pas ou peu d'influence sur la position de l'individu dans la communauté.

Parallèlement, la vision française de la culture a tendance à marginaliser le folklore qui est par ailleurs le ciment identitaire d'un groupe. Par exemple, lors de fest-noz en Bretagne qui sont des fêtes folkloriques, où les autochtones revêtent leurs habits traditionnels et dansent selon la coutume locale. Chaque région française possède son propre folklore et ses traditions locales. Cela se retrouve également lors d'événements tels que les mariages, naissances, etc.

Enfin, on pourrait conclure que la culture intègre deux grands courants de pensée.

La vision « occidentale » qui tend vers « la culture de l'art pour l'art » avec une séparation très nette entre la culture des traditions et la culture dite « pure ou noble » (les arts plastiques, les lettres, la musique, la danse, etc.).

L'autre vision de la culture pourrait s'apparenter à une conception beaucoup plus communautaire, axée sur les traditions populaires.

Les traditions (rites) séculaires font partie intégrante de la culture. C'est une sorte de « culture populaire » où les arts sont intimement liés aux rites religieux ou païens accompagnant la vie (baptêmes, mariages, etc.). Ici la notion « d'art pour l'art » n'existe pas ou peu, la culture n'est pas institutionnalisée mais vécue.

Une autre approche, citée par Frédéric Martel, auteur de « De la culture en Amérique » paru en novembre 2006, décrit deux types de cultures occidentales.

Il fait une différence entre la conception française (et plus globalement européenne) et la culture américaine. Cette dernière n'est pas centralisée sous un ministère de la Culture, mais la culture est partout. L'action culturelle américaine découle d'une volonté politique, qui

s'exerce de manière totalement décentralisée. Aux « lourds ministères de la Culture » européens dispensateurs de subventions, allouées souvent arbitrairement, s'oppose la politique d'exemptions fiscales massives qui laisse la parole aux acteurs de terrain et à leur émulation.

De la culture en Amérique...

En matière de culture, tout sépare a priori la France des Etats-Unis. Pourtant, budgets, équipements et pratiques culturelles se révèlent finalement assez proches des deux côtés de l'Atlantique. Sur le terrain culturel, Il n'y a pas plus opposés que les modèles américain et français. D'un côté, le plus grand pays du monde fait de la culture un des produits privés à exporter partout sur la planète. De l'autre, la France mène une politique publique et affirme que « la culture n'est pas une marchandise » face à l'envahisseur américain.

L'enquête sur ce pays-continent se divise en deux temps. Une première partie, sur la politique de la culture, retrace les tentatives et les échecs successifs pour encadrer politiquement le soutien aux arts, des relations pompeuses de Kennedy avec l'Avant-garde jusqu'aux récentes « guerres culturelles », notamment autour des œuvres sulfureuses de Robert Mapplethorpe⁶, présentées par des institutions subventionnées.

La seconde partie s'intéresse à « la société de la culture », structurée par un large secteur sans but lucratif, soutenue par d'innombrables fondations richissimes, animée par les différentes communautés de la mosaïque. « Il n'y a pas de pilotes dans l'avion, écrit Martel. Il n'y a pas d'autorité, ni d'acteur central. Pas de régulation. Il y a mieux : des milliers d'acteurs indépendants reliés les uns aux autres, isolés, empreints d'une solitude douce-amère qui les pousse à agir pour le bien commun et à se réunir autour des valeurs de l'Amérique. Egoïstes et philanthropiques : tel est la miracle de l'humanisme civique et culturel. »

De la culture en Amérique, de Frédéric Martel, Editions Gallimard, 2006.

⁶ Robert Mapplethorpe (1946 –1989) était un photographe américain célèbre pour ses portraits en noir et blanc très stylisés, ses photos de fleurs et ses nus masculins. Le caractère cru et érotique des œuvres du milieu de sa carrière a déclenché des polémiques sur le financement public de l'art aux USA

3. L'exemple du Maroc : une autre conception de la culture (éloignée de la vision française)

D'après l'approche française ou plus largement occidentale de la culture, la culture au Maroc possède sa définition propre. Cette différence est due à plusieurs paramètres fondamentalement différents des pays occidentaux.

Au Maroc, la culture d'une conception traditionnelle axée sur les coutumes, est comme le reflet et le moteur de la vie communautaire. Dans un premier temps, la religion, l'Islam, interdit la représentation du Prophète, ce qui a engendré un certain retard au niveau du développement des arts picturaux. De plus, la tradition orale très forte et le taux d'illettrisme⁷ élevé font que la culture littéraire est très peu développée et généralement réservée à l'élite. Enfin, la forte ruralité du pays, et les difficultés d'accès aux structures culturelles (cinémas, théâtres), font que la culture populaire est largement axée autour des traditions liées aux rites de la vie et de la famille.

Néanmoins, si l'on reprend la définition de l'UNESCO, les traits distinctifs de la société marocaine caractérisant sa culture sont essentiellement axés sur la prédominance de la religion. On se base ici sur la société marocaine à l'échelle nationale sans distinction régionale ou ethnique (berbères, arabes, rifains, etc.).

Ici, l'Etat et la religion sont intimement liés (le roi, chef de l'Etat, est la plus haute autorité religieuse du pays). Ceci explique l'importance de l'Islam dans la culture marocaine.

De plus, le taux d'illettrisme élevé et la forte ruralité du pays expliquent la perpétuation des rites ancestraux et du folklore séculaire. Ces traits distinctifs de la société marocaine dénotent une culture riche et ancestrale fondée sur les traditions et la religion. Ces aspects témoignent de l'identité culturelle marocaine et montrent la grande différence par rapport à la culture occidentale.

En effet, au Maroc en général, et surtout dans les zones non touristiques (donc moins occidentalisées), la culture est essentiellement au service de la religion ou des rites liés aux grandes étapes de la vie (baptêmes, mariages, circoncisions, fêtes religieuses). Toutes ces occasions permettent aux arts traditionnels de s'exprimer (danses, contes, poésie, musique).

⁷ Voir encadré partie deux.

Cependant, de nos jours, ces traits ont tendance à s'atténuer. Les traditions se perpétuent, mais les pratiques culturelles occidentales commencent à se développer. Le Maroc est en transition culturelle. En effet, comme dans la plupart des pays, la mondialisation, le développement des médias et du tourisme, contribuent à l'émergence de la culture occidentale. Cela se traduit par l'apparition d'une forme d'occidentalisation culturelle dans les grandes villes marocaines. Le cinéma, les festivals, les musées et les galeries d'art se développent et offrent à la culture marocaine de nouvelles voies d'expression. Néanmoins, ce phénomène se limite essentiellement aux grands centres urbains, notamment à Rabat et Casablanca (respectivement capitale administrative et capitale économique) et dans les grandes villes touristiques qui bénéficient d'infrastructures adaptées et de la présence d'un public potentiel. Par exemple, ces villes sont dotées de nombreuses galeries d'art, de musées, de complexes de cinéma, de salles de concerts, etc.

En résumé, la culture marocaine pourrait se définir comme suit :

- prédominance des traditions (danses, musique),
- vie calquée sur les préceptes de la religion musulmane (différence fondamentale avec une culture de tradition occidentale et œcuménique),
- occidentalisation de la culture.

Enfin, le Maroc voit coïncider en ce moment deux conceptions de la culture (la conception occidentale axée sur la consommation et la production culturelle et la conception traditionnelle axée sur les traditions et la culture comme reflet et moteur de la vie communautaire).

La culture française ou « occidentale » marginalise les us et coutumes, les traditions liées aux fêtes, alors qu'ici, elles en sont partie intégrante et représentent une grande part de la culture Marocaine.

4. Conclusion

La conception contemporaine de la culture se divise en deux grands schémas.

D'une part la vision française et, à plus grande échelle, la conception occidentale qui sépare clairement les traditions populaires de la culture.

D'autre part, l'autre schéma présente une association plus complexe où la culture est intimement liée aux traditions populaires voir religieuses. C'est le cas de la culture marocaine.

Néanmoins, le fossé entre ces deux conceptions tend à se combler grâce ou à cause de la mondialisation, du développement des télécommunications et de l'utilisation de plus en plus large d'Internet.

Enfin, afin de définir le type de culture d'un pays ou d'une population, on pourrait se fonder sur l'observation des éléments suivants :

- Quelle est la religion principale et quelle place occupe-t-elle dans le quotidien de la population ?
- Quel est le degré de développement du pays ?
- Existe-t-il des infrastructures culturelles ? Si oui lesquelles ? Sont elles réparties équitablement à travers le pays ?

A partir de ces constatations, il devient plus aisé de définir dans quel schéma culturel on se situe.

Mais, pour répondre à ces questions, il faut déjà avoir quelques connaissances sur le pays concerné.

Partie 2 : De la culture marocaine au Maroc...

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle. C'est un pays en phase de développement qui tend à s'ouvrir à la mondialisation.

La culture occidentale s'y développe, mais avec une forte couleur locale. Les artistes n'hésitent plus à dénoncer les travers de la société dans laquelle ils évoluent et mettent leur art au service de l'expression.

1. Le contexte culturel : La politique marocaine

L'action culturelle du gouvernement marocain s'articule autour de quatre grands volets :

- Le patrimoine avec la mise en œuvre de la sauvegarde des monuments et la création de musées.
- La production artistique avec une clarification du statut des artistes et des subventions pour soutenir la production.
- Les infrastructures avec la construction, la réhabilitation de lieux pour la culture à travers le pays, et la création de nombreuses médiathèques
- L'animation avec la mise en place d'événements au rayonnement national voire international.

Le budget national alloué au ministère de la Culture est très faible en comparaison des missions du ministère. Cependant, ce même budget est complété par d'autres budgets d'Etat tels que celui de la coopération. De plus, le ministère fait appel à des fonds privés ou publics d'autres pays "amis". La France est l'un des plus importants partenaires du Maroc dans ce domaine. Le fonds national de l'action culturelle (budget du ministère) est essentiellement utilisé dans le domaine de l'animation et de la restauration du patrimoine. Néanmoins, le problème de la place de la culture dans le budget national reste récurrent : outre les chiffres, des choix politiques doivent être faits pour donner une place plus importante à la culture. En effet, on ne construit pas un pays uniquement par des chantiers économiques, du reste

intéressants et indispensables, mais le Maroc doit se construire aussi grâce à l'investissement dans son capital symbolique et son patrimoine, garant de sa mémoire.

De plus, à l'heure actuelle, les financements privés pour les petites initiatives concrètes comme pour les plus grandes sont très difficiles à trouver. Le secteur privé n'est pas encore sensible aux initiatives culturelles. L'une des principales priorités de la politique culturelle actuelle est l'édition et la lecture. Il s'agit d'un enjeu fort, car près de 50% de la population est analphabète. Le but est d'augmenter la production afin de développer la lecture en soutenant partiellement l'industrie du livre. Le projet nécessite de grandes actions médiatiques, d'éducation et de sensibilisation des nouveaux lecteurs potentiels, par la construction de médiathèques par exemple.

Concernant le statut des artistes, le Maroc fait actuellement état d'un vide juridique. Néanmoins, la création d'une carte d'artiste est en projet. Elle facilitera l'obtention d'une couverture sociale maladie et d'assurances.

Actuellement, on assiste à une volonté de décentralisation en partenariat avec les collectivités locales, afin de diminuer les disparités d'offre culturelle entre les régions, promouvoir les particularités culturelles de chaque région et répartir équitablement l'action culturelle.

En effet, le plan de développement 2000-2004 a été mis en place pour réaliser simultanément une renaissance culturelle nationale générale, en haussant le niveau des services culturels, en améliorant les conditions de travail et pour asseoir la politique culturelle de décentralisation avec une priorité pour les zones rurales et les régions éloignées.

Bilan 2005 : malgré un budget limité le ministère est parvenu à réaliser des manifestations plus ou moins importantes.

Le réseau des festivals a été élargi et amplifié avec l'organisation de plus de quatre-vingts manifestations. De plus, on note une nette amélioration de la qualité de certains de ces festivals pour ce qui est de la programmation et de l'organisation. Il est vrai que ces derniers sont de plus en plus organisés par des professionnels du secteur. Cette augmentation de la qualité d'organisation et de programmation a permis un rayonnement international de ces festivals permettant au Maroc d'être de plus en plus présent sur la scène internationale.

Enfin, au niveau de l'édition, le nombre de publications ainsi que le nombre de tirages ont augmenté, la lecture a connu une nette évolution. C'est dans ce contexte de développement

culturel, cette volonté de décentralisation, que la France se positionne en partenaire privilégié, grâce à son réseau culturel dense et actif.

2. Production culturelle : entre tradition et modernité

Au niveau culturel comme dans de nombreux autres domaines, on peut diviser le Maroc en deux : le Maroc des villes (situé sur le croissant fertile et touristique de Fès au nord-est à Marrakech au sud en passant par Tanger et la côte atlantique) et le Maroc des campagnes (l'Oriental en général et les zones rurales du Royaume). Ce clivage se traduit par un fossé culturel entre ces deux zones, culture traditionnelle versus culture occidentalisée. Dans les zones urbaines, la culture et ses activités sont plus présentes (festivals, édition, cinéma, musées, spectacles, etc.), alors que dans les régions rurales, les traditions religieuses conservatrices sont beaucoup plus fortes et ne permettent souvent pas à la « culture » de s'exprimer comme dans les territoires citadins. Il faut aussi noter que l'offre culturelle dans les campagnes marocaines est très réduite voire inexistante. La précarité économique des populations ainsi que l'analphabétisme⁸ sont des entraves majeures au développement culturel.

Mais ce fossé tend sensiblement à diminuer, grâce aux actions menées par l'Etat et la société civile, largement soutenue par les marocains vivant à l'étranger.

L'analphabétisme au Maroc

Les indicateurs sociaux au Maroc montrent qu'en deux années, le taux d'analphabétisme a reculé d'environ 4 points s'inscrivant désormais à 38,45% en 2006, contre 43%, taux enregistré lors du recensement de la population et l'habitat de septembre 2004⁹.

Bien que le taux ait évolué à la baisse, il reste toujours élevé, et les disparités par région, par sexe et même par secteur d'activités s'avèrent préoccupantes. Les zones rurales sont les plus touchées : le taux d'analphabétisme y est de 54,39%, contre 27,23% en milieu urbain. La ventilation par sexe montre également une constante : les taux d'analphabétisme au sein de la population féminine sont, quelle que soit la zone géographique, supérieurs de près de 50%

⁸ C.f. encadré

⁹ Enquête effectuée par le secrétariat d'Etat chargé de l'alphabétisation en 2006

à ceux enregistrés parmi les hommes. Estimée à moins de 32% chez ces derniers, la proportion d'illettrées frôle les 47% parmi les femmes, et s'envole à près de 65% pour la population féminine en milieu rural.

Selon l'activité professionnelle, c'est le secteur de l'agriculture qui est le plus touché : 59,8% des personnes y travaillant sont analphabètes. Enfin, le plus étonnant reste le pourcentage d'analphabètes parmi les fonctionnaires de l'administration publique et des collectivités locales qui atteint les 22,7%.

Les facteurs explicatifs de l'analphabétisme sont essentiellement les causes économiques, socio-culturelles et socio-spatiales. Mais le travail précoce des enfants, la décision des parents de ne pas scolariser leur progéniture et le manque d'écoles proches du lieu de résidence sont autant de causes à l'analphabétisme.

Cependant, l'Etat et la société civile marocaine contribuent à lutter contre ce fléau par mise en place de cours d'alphabétisation à travers tout le pays.

2.1. Littérature

La littérature marocaine d'expression française est bien connue en France grâce à ses romanciers précurseurs. La scène littéraire connaît cependant de multiples bouleversements depuis les années quatre-vingts et il serait réducteur de n'évoquer qu'une poignée de grands romans écrits en français. Les tendances traditionnelles persistent, comme la prédominance du genre poétique en arabe, mais des évolutions récentes redessinent le paysage littéraire.

La littérature marocaine cherche sa voie entre la tradition francophone et arabe.

Les romans d'expression arabe ont connu un véritable bond qualitatif et quantitatif au cours des années quatre-vingt-dix, avec un alignement de leur facture et de leurs thèmes sur les romans d'expression française. La littérature féminine a acquis un poids croissant depuis le premier roman écrit par Halima Ben Haddou en 1982, *Aïcha la rebelle* (les romans écrits par des femmes sont exclusivement en langue française). Par ailleurs, la production littéraire est de plus en plus abondante, ce qui est remarquable dans un pays où, du fait des faibles tirages (5000 exemplaires représentent un score exceptionnel), aucun écrivain ne peut vivre de sa plume. Dans les années quatre-vingts, la production littéraire ne dépassait guère quelques

dizaines de titres par an, alors qu'au cours de la seule période 1998-1999 quatre cents œuvres ont été publiées, dont la moitié des fictions.

Dans leur rivalité avec les romanciers de langue arabe, longtemps contraints de se faire imprimer au Proche-Orient, les écrivains en langue française bénéficient du soutien des maisons d'édition françaises et de la médiatisation qui accompagne la publication de leurs œuvres. Leur lectorat est plus aisé : universitaires¹⁰, catégories sociales favorisées et résidents français (près de 30 000). Ces catégories de population lisent la presse francophone dans laquelle ces œuvres sont présentées et analysées, dans un regard croisé avec les critiques français. La grande maison d'édition marocaine Eddif, fondé en 1979, publie essentiellement des œuvres d'expression française et cible de manière privilégiée le public émigré, avec l'objectif de vendre la moitié de ses ouvrages à l'exportation.

C'est dans ce champ que s'inscrit la nouvelle génération de romancières, comme Nadia Chafik ou Bahâa Trabelsi. Enfin, nombre d'écrivains s'expatrient à l'image de Tahar Ben Jelloun, écrivain marocain s'adressant au public français. Pour s'inscrire contre ce mouvement et donner une plus grande audience aux écrivains arabes, le « prix Grand Atlas », créé au début des années quatre-vingts par l'ambassade de France, a décidé en 2000 de primer des ouvrages en arabe qui seront traduits. Le premier prix a été attribué en 2000 au roman historique *Al-Allama* (Le savant) de Bensalem Himmich, publié à Rabat.

Quoi qu'il en soit, romans en français ou romans en arabe se rejoignent désormais sur bien des plans. D'une manière générale, l'expérience personnelle reste prépondérante et fait entrer de nombreux romans dans une veine réaliste. Elle apporte notamment une vision différente des femmes. Cela est particulièrement vrai pour les romancières. Enfin, l'exploration de l'histoire est souvent utilisée pour remettre en cause une « tradition » que la société revendique si puissamment.

Il faut noter que la culture du livre, peu étendue au Maroc, et l'importance de l'illettrisme sont autant de freins au développement de la littérature marocaine.

¹⁰ A noter que les enseignements à l'université dans le royaume du Maroc sont essentiellement dispensés en français.

2.2. La production cinématographique marocaine

Le royaume est inondé de productions hollywoodiennes, et plus encore de productions égyptiennes et indiennes à destination des milieux populaires urbains. Pourtant les films nationaux, de qualité et en nombre croissant, attirent bien d'avantage de spectateurs que les productions étrangères. Au cours des années quatre-vingt-dix, le septième art a certainement joué un rôle important dans l'évolution et le mûrissement de la société. Durant cette période, quarante longs métrages ont été produits, soit autant que pour la période 1956-1990, et nombreux sont ceux qui ont battu des records d'audience, avec des centaines de milliers de spectateurs.

A l'instar des productions littéraires, beaucoup de films s'attachent à la dénonciation des réalités les plus sordides telles que le sort des petites bonnes, les enfants des rues, la violence à l'égard des femmes, etc. Certains cinéastes vont plus loin en traitant de sujets tabous comme l'homosexualité, abordé par A. Lagtaâ dans *La porte close*, film sorti en salle en mai 2000, après plus d'une année d'attente et des coupures par la censure.

L'irruption d'une nouvelle génération de metteurs en scène semble s'inscrire dans un nouveau cycle. Elle fait avec talent et professionnalisme le portrait de l'histoire récente du Maroc et de la complexité du champ politique. Le jeune cinéaste Nabil Ayouch, venu au cinéma par la publicité, porte pour la première fois à l'écran en 1997 le tabou de la culture du haschisch à travers Mektoub, pour dénoncer la puissance des mafias du Rif. Cependant, la pression sociale reste forte et notamment lors de l'abord de sujets tabous jugés subversifs, certains exploitants n'hésitent pas à retirer des films de leurs salles alors qu'aucune décision de censure n'a été prise. Ces attitudes soulèvent le problème des tabous très profondément ancrés dans les esprits malgré de nouvelles libertés d'expression.

Depuis quelques années, de nouveaux festivals de cinéma voient le jour comme le festival de Casablanca, le Festival International du Cinéma d'Animation de Meknès. On voit également l'industrie cinématographique se développer à Ouarzazate. Le cinéma marocain est de plus en plus présent sur la scène internationale (présent sur de nombreux festivals internationaux). Par exemple, *Marock*, un film de Laïla Marrakchi, a été présenté au festival de Cannes 2006 et il a également reçu le Prix "Coup de Coeur du Public" du Festival de Sarlat en France.

2.3. Les arts plastiques

La peinture constitue un champ culturel qui se développe, malgré l'interdit islamique qui a longtemps pesé sur l'expression picturale. La peinture contemporaine marocaine n'a pas encore cinquante ans, et il faudra sans doute attendre quelques années avant de voir émerger une « école marocaine ».

L'art contemporain marocain trouve ses racines dans le premier quart du XX^{ème} siècle, puis le contact avec les Occidentaux est également une source d'inspiration pour les artistes de l'époque qui bien souvent cachent leur vocation. Ce sont, la plupart du temps, des autodidactes, car durant le protectorat, l'accès à l'enseignement supérieur leur est encore interdit.

L'art contemporain marocain naît réellement entre 1955 et 1979. Il recherche son identité dans la modernité tout en analysant les arts traditionnels de manière pionnière.

Mais l'art est victime d'un manque de lieux d'expression, le Maroc possède très peu de musées, d'où l'importance des galeries privées. Depuis quelques années, le gouvernement marocain essaie de soutenir les artistes en clarifiant leur statut et en créant des lieux d'expression.

C'est pourquoi dans les années 1990, les premières fondations dédiées aux arts plastiques ont vu le jour au Maroc.

Parallèlement, le marché de l'art au Maroc a pris son envol depuis que le roi s'intéresse ouvertement à l'art (depuis le début de son règne).

Cet intérêt a déclenché la naissance du marché marocain de l'art avec l'ouverture de plusieurs maisons de ventes aux enchères (en 2002) entre Rabat et Casablanca. Le marché est surtout dopé par les achats royaux, les prix atteignent des sommets jamais égalés auparavant. Les autres acheteurs le sont, pour beaucoup, par mimétisme, mais il y a aussi les spéculateurs financiers qui placent de l'argent dans des « valeurs sûres », ou bien ceux qui misent sur des œuvres émergentes en achetant à bas prix et revendant quelques mois plus tard le tableau en question dix fois plus cher. Néanmoins, les vrais passionnés d'art existent, et sont des collectionneurs effrénés.

Le marché marocain de l'art tourne essentiellement autour d'artistes marocains du XXème siècle.

Le mimétisme a fonctionné. Le regard sur la peinture a changé, beaucoup de personnes se sont découvert un intérêt, parfois une passion, pour l'art. Dans la foulée, c'est la valeur même des artistes qui a logiquement flambé.

C'est à partir de 2002, que la "fièvre" s'est muée en marché proprement dit (en quelques mois), le temps que les premières maisons de ventes aux enchères voient le jour. Ces établissements ont permis de mettre des prix publics sur les œuvres d'art et les artistes. Cela a permis d'établir des cotes, qui servent de repères aux acheteurs potentiels et donnent une meilleure visibilité à l'ensemble du marché.

Cependant, il est à noter que les taxes prohibitives pour importer des œuvres d'art de l'étranger restreignent le marché qui est donc essentiellement maroco-marocain.

Signe des temps : depuis le décollage du marché, en 2002, quatre maisons de ventes aux enchères ont vu le jour au Maroc, presque coup sur coup. Ce n'est pas un hasard si ces maisons ont toutes choisi de s'établir à Casablanca, près des collectionneurs et des marchands d'art les plus importants.

Cependant, le marché évolue au milieu d'un vide juridique et est victime des fortes taxations sur l'importation d'œuvres d'art.

Les maisons de ventes aux enchères au Maroc

Le Maroc compte aujourd'hui quatre maisons de ventes aux enchères. La plus importante reste, de loin, la CMOOA (Compagnie marocaine des œuvres et objets d'art). Lancée en fin 2002 par un jeune trentenaire... diplômé en chimie (Hicham Daoudi), la maison, nichée dans un quartier huppé de Casablanca, assure un rythme de trois à quatre ventes annuelles. "Nous ciblons une clientèle fidèle de 100 personnes", annonce Hicham Daoudi. Les séances de vente, conduites par un commissaire-priseur dépêché de France, accueillent jusqu'à 150 personnes dont la moyenne d'âge avoisine les 50 ans. Sur la dernière vente, organisée en décembre 2006, la compagnie affirme avoir réalisé un chiffre d'affaires global de 21 millions de dirhams, répartis sur une centaine d'unités

(tableaux, œuvres d'art) écoulées. A signaler que c'est à la CMOOA que toutes les ventes records ont été enregistrées. Derrière la CMOOA, on retient Mémoarts, une maison conduite par un ancien ministre sous Hassan II. D'abord galerie et maison de ventes aux enchères "virtuelle", Mémoarts a réalisé sa première vente publique en mars 2005. "Nous projetons d'atteindre le rythme de huit ventes annuelles", annonce son responsable.

2.4. La nouvelle scène marocaine de musiques actuelles

Depuis le début des années 2000, une nouvelle scène musicale émerge au Maroc. Elle est composée de groupes de rock, rap, reggae, fusion, etc. Ces groupes, composés de jeunes artistes débrouillards, évoluent avec très peu de moyens. S'ils ont réussi à se faire connaître, c'est grâce à l'utilisation d'Internet. Contrairement à la majorité des artistes traditionnels, lutter contre les téléchargements gratuits et le piratage n'est pas leur combat. Bien au contraire, ils sont conscients du pouvoir d'achat des populations ciblées. Pour eux, l'essentiel est de faire passer leurs messages. Ils aiment leur pays et rejettent les dysfonctionnements de leur société.

De plus, leur notoriété montante leur a ouvert petit à petit les portes de médias jusque-là réservés aux artistes plus traditionnels. La libération des ondes a permis également la mise à disposition de supports de médiatisation des travaux. Certaines stations de radio se revendiquent comme étant destinées à la promotion de ce genre musical. Même le petit écran ouvre son espace à ces représentants d'un nouveau mode d'expression.

Actuellement, la tendance est à la professionnalisation des artistes. Ils essaient de vivre de leur musique (notamment des cachets de leurs concerts).

Il n'est plus question maintenant de parler de musique « underground », cette mouvance musicale fait désormais partie du paysage culturel du pays.

Cependant, cet engouement pour ces nouveaux modes d'expression dénonce souvent un besoin sous-jacent de s'émanciper et de critiquer le système de la société marocaine.

3. La société marocaine : les aléas d'une transition vers le développement

Le pays se veut en transition, les autorités annoncent avec fierté des résultats de croissance proches des 7%¹¹ pour 2007, et pourtant si on y regarde de plus près, le pays ne paraît pas avancer aussi vite sur la voie du développement.

En effet, comme souvent, cette croissance ne profite qu'à une infime minorité de Marocains. L'administration est sous-développée dans les campagnes, voire inexistante ou incompétente.

Le tiers de la population marocaine a moins de trente ans, et le chômage touche toutes les catégories d'âge, ceci sans parler de la précarité de l'emploi.

Face à ces dérives, la religion prend un pas important sur toutes ces personnes, l'intégrisme monte en force et freine le développement (essentiellement dans les milieux de grande précarité).

Cette montée en force de la religion n'a pas que des aspects positifs. Notamment sur les arts. Nombre de groupes de jeunes musiciens ont été jusqu'à être emprisonnés pour satanisme. Le derniers procès médiatisé à ce sujet remonte à 2003 (sous le règne de Mohammed VI !).

On peut alors s'interroger sur la dimension réelle de la liberté d'expression dans le pays.

Le même problème se pose au niveau de la presse, où le moindre écart de la part d'un journaliste (même s'il ne considérait pas ses propos insultants envers la religion), est récupéré par les fondamentalistes et le gouvernement (sous la pression) condamne sévèrement le journaliste (cela peut aller jusqu'à une peine de prison de plusieurs mois, voire plusieurs années, ou à l'interdiction pure et simple du journal). La dernière affaire date seulement de novembre 2006 et a conduit à l'interdiction de parution pure et simple du journal incriminé, pour avoir publié une analyse sociologique de blagues populaires au sein de la société marocaine. Certaines d'entre elles touchaient la religion. Il faut noter que cet article a été rédigé par des musulmans qui ont simplement tenté d'expliquer à travers une analyse sociologique les plaisanteries les plus entendues dans la rue. Les protestations contre les « blagues sataniques » publiées par l'hebdomadaire ont commencé sur Internet, avant d'être

¹¹ Source : TelQuel, hebdomadaire marocain, n°254, janvier 2007. L'article remet en question la véracité de ce résultat prévisionnel annoncé par le Centre marocain de conjoncture pour 2007, car on a vu précédemment que la croissance était de 4,5% en 2004.

reprises dans les mosquées, puis les universités, et ont fini par déborder dans la presse écrite et à la télévision.

En parallèle de cette escalade de l'intégrisme, la société marocaine a tendance à s'enfermer dans un conservatisme hypocrite et rétrograde.

Il y a une montée perceptible du conservatisme, en particulier auprès des classes moyennes. Par conservatisme, on entend ici la mise en avant systématique de valeurs qui sacralisent à outrance la famille et prônent une uniformité culturelle et vestimentaire sur fond de piété. La religion devient alors un sujet intouchable. On voit surgir une pensée unique, lourdement ancrée dans le socialement correct. La société marocaine a toujours été très conservatrice. Elle est en attente, en demande d'un discours conservateur.

Ce conservatisme s'exprime au travers d'un discours moralisateur que tout un chacun exerce sur son voisin, un passant dans la rue, etc. Ces prêcheurs de morale ne sont pas pour autant intégristes ou fondamentalistes. Cette pression sociale généralisée est un frein à l'émancipation des individus, des opinions et pensées personnelles.

Néanmoins, face à cette poussée de puritanisme marocain, Internet s'est avéré un puissant outil d'expression pour le meilleur et pour le pire depuis son apparition en 1996 au Maroc. Cette technologie permet de s'exprimer en tout anonymat, et bien souvent les langues se délient sur la toile.

Cependant, l'émergence de cette nouvelle mode technologique a permis à plusieurs minorités de s'exprimer tels que les indépendantistes sahraoui, ou bien les minorités religieuses. Les minorités sexuelles trouvent également un lieu d'expression sur le web. Enfin, l'expression artistique commence aussi à se faire une place sur cet immense espace d'exposition qu'est Internet. En effet, une scène alternative, essentiellement musicale, émerge dans le cyberspace marocain. Le coup de départ a été donné par Awdellil, un jeune rappeur, qui postait ses productions en MP3 sur les sites de téléchargement. Aujourd'hui la tendance a dépassé le format audio, pour se positionner autant sur l'image. Une scène alternative animée surtout par des rappeurs, à coup de clips bricolés, qui n'auraient certainement jamais eu la chance de passer sur un autre média que le web.

4. Conclusion

Le Maroc est en transition tant sur le plan économique que culturel. En effet, son fort taux de croissance (8,1% en 2006 et près de 7% annoncé pour 2007)¹², associé à la jeunesse de sa population en font un pays qui se développe avec un fort potentiel. Il en est de même pour sa culture qui s'occidentalise de plus en plus et laisse même apparaître de nouveaux courants musicaux alternatifs (entre autres).

Cependant, ce développement reste très inégal selon les régions et leur taux de ruralité. C'est un fait dont il faut tenir compte pour définir les particularités culturelles d'un pays.

Enfin, les éléments à analyser afin de déterminer les particularités culturelles d'un pays sont :

- Degré de développement du pays :

- niveau de vie moyen

- Quel est le salaire moyen ? Quel est le salaire minimum ?
- Quel est le taux de chômage au niveau national ? Et dans la région d'action de la structure culturelle française ?
- Quel est le prix moyen des produits de première nécessité (farine, pain, légumes) ou les produits de grande consommation (essence, etc.) ?

- taux d'alphabétisation

- Au niveau de l'enseignement, quel est le ratio écoles publiques/écoles privées ? (ceci donnera une image de l'appréciation de la qualité d'enseignement)

- les populations ont-elles de l'argent à consacrer à la culture ?

- Quel est le prix d'un billet de cinéma ?
- L'abonnement dans les bibliothèques publiques est-il payant ? Ces bibliothèques sont-elles très fréquentées ?

¹² Voir annexe 1

- Quel est le prix moyen des spectacles présentés dans la principale ville d'action de la structure ?

- Importance de la religion dans la société (influence forte ou non sur les comportements de chacun ?)

- La religion et l'Etat sont ils séparés ?
- La religion est-elle régie par des lois étatiques ?
- Existe-t-il une religion officielle du pays ? Si oui, laquelle ?
- Quelles religions existent dans le pays ? Sont elles reconnues par l'Etat ?
- La religion est elle très pratiquée par la population ?

- Dans le domaine culturel :

- Quelles sont les pratiques culturelles ?
- Existe-t-il des infrastructures culturelles ? Si oui, dans quel état ? (salles de concert, musées, cinémas, bibliothèques, etc.)
- Qui compose le public ?
 - Se baser sur les observations des organisateurs d'événements, directeurs de structures culturelles telles que les médiathèques, cinémas, etc.

Ces éléments permettront de situer le degré de développement du pays, le poids de la religion dans le quotidien de la population, et également l'importance de la censure tant étatique que sociétale. Puis, il est important de faire ressortir les pratiques culturelles, ainsi que l'existence d'infrastructures de diffusion pour déterminer quelles politiques culturelles mettre en place afin de contribuer au développement du pays.

Enfin, ces politiques peuvent être mises en place par la diplomatie française dans le cadre de ses échanges de coopération avec le Maroc.

Partie 3 : ... à la politique culturelle française au Maroc

1. Historique/critique

Le réseau diplomatique culturel français¹³ a été créé dès la fin du 19^{ème} siècle avec les Alliances françaises.

Ce même réseau s'est élargi et densifié au lendemain de la seconde guerre mondiale, afin de contrecarrer la suprématie globale des Etats-Unis. La France, ne faisant pas le poids militairement face à cette entité, a opté pour une domination pacifique en exportant ses idées, sa culture et ses idéaux à travers la mise en place de son réseau diplomatique.

A l'heure actuelle, le problème qui se pose est la cristallisation de l'image de la France véhiculée. Il lui est souvent reproché de promouvoir une culture dépassée qui ne se renouvelle pas assez et qui est trop fermée à la nouvelle création. De plus, le réseau est victime de sa propre importance, car il mute et évolue très lentement et parfois trop, face aux changements qui ont lieu dans le monde. Par exemple, l'Institut français basé à Berlin a été créé au temps où l'Allemagne était divisée par le rideau de fer. L'Institut a été créé en 1950 dans le centre de Berlin Ouest. Depuis la chute du mur, la géographie culturelle de la ville s'est réorganisée et actuellement le quartier des hauts lieux de la culture est situé dans l'ancien Berlin Est. L'Institut est maintenant isolé et sa position n'est pas la plus appropriée pour répondre à la demande culturelle des citoyens. La diplomatie française a déjà envisagé de déménager les locaux de l'Institut, mais les lourdeurs administratives ont fait qu'aujourd'hui encore l'Institut n'a toujours pas déménagé. Cet exemple montre bien les difficultés qu'éprouve le réseau diplomatique français à coller à une réalité culturelle en perpétuelle évolution. Cela peut même aller parfois jusqu'à remettre en question la pertinence de la présence de certaines structures culturelles diplomatiques dans des zones où ces institutions n'ont pas les moyens pour s'adapter à la demande locale (tout en répondant également aux prérogatives diplomatiques), ce manque d'adéquation peut provoquer dans un premier temps une démotivation de l'équipe sur place, la fuite du public et à terme entraîner la fermeture du poste.

¹³ Voir annexe 2

Cependant, le réseau est toujours vivant et est toujours largement déployé sur le terrain, malgré toutes ces difficultés.

1.1. Selon le rapport d'Yves DAUGE¹⁴

Le réseau culturel français à l'étranger s'est densifié et étendu au lendemain de la seconde guerre mondiale. Faute de pouvoir s'appuyer sur la grandeur militaire, la puissance économique et le rayonnement des lumières, la défense du « rang » de la France dans le monde est passé par une politique de promotion et d'exportation massive de la culture française à l'étranger.

Actuellement, le réseau se heurte à un problème de budget qui pourrait se résumer à « faire toujours plus d'actions avec toujours moins d'argent ». Certes, ces difficultés ne touchent pas uniquement le réseau français, la diplomatie culturelle étrangère est également touchée, mais les réactions ne sont pas les mêmes. A titre d'exemple, Le Goethe Institut¹⁵ a été contraint de fermer plusieurs établissements de part le monde. Mais ces stratégies de repli ne peuvent s'appliquer à la France qui, à juste raison, souhaite se différencier de ses partenaires par une attention prioritaire accordée à la culture. La France ne doit pas entrer dans le lot commun. Tous les beaux discours que l'on entend sur l'exception culturelle française doivent être suivis d'effets concrets.

Néanmoins, le réseau français, pour faire face à ce déclin doit se réformer et progresser. Il n'existe aucun document définissant ou hiérarchisant les objectifs géographiques, thématiques, politiques, artistiques, assignés au réseau. Cependant, cette politique doit être adaptée au terrain et aux prérogatives locales. On ne peut assigner à l'ensemble des établissements les mêmes objectifs et les mêmes activités. Le choix doit prendre en compte un certain nombre de critères : situation de l'offre culturelle (importante ou pas), de la place du français dans le pays, de la demande locale pour telle activité culturelle... La recherche d'une diversité opérationnelle entre les centres doit être en prise directe avec le contexte géopolitique. Les besoins et les structures sont bien sûr différents selon les zones où sont implantées les centres culturels. Il faut définir une stratégie politique pour chaque continent ou sous-ensemble régional, pays par pays, ville par ville.

¹⁴ *Sur les centres culturels français à l'étranger*, Yves DAUGE, Rapport parlementaire n°2924, Assemblée Nationale, février 2001, Paris.

¹⁵ L'équivalent des Instituts culturels français dans le monde.

En outre, tout projet culturel extérieur de la France devrait clairement inclure la nécessité de contribuer à la créativité culturelle des pays les plus pauvres, et de manière plus générale de favoriser toute action en faveur de la diversité culturelle. Pour être efficace en tant que découvreurs et promoteurs de talents locaux, les directeurs de centres culturels ont besoin de s'appuyer sur des relais français. C'est notamment l'un des principaux avantages des saisons culturelles étrangères en France. Il est également nécessaire d'approfondir la réflexion sur le public visé par les centres culturels. Par nature, et c'est même depuis la Révolution française l'une de ses caractéristiques, le message français est destiné à tous et par conséquent, les centres culturels, émanation directe de la « mère des arts » et de la « patrie des droits de l'homme » avaient vocation à s'adresser au plus grand nombre. Pour ce faire, la politique culturelle de la France a souvent emprunté son style et ses accents au Grand Siècle : il s'agissait d'impressionner, d'exercer un ascendant, d'éblouir l'autre par un « rayonnement ». Le risque est alors grand de s'épuiser dans l'agitation fébrile d'une agence de spectacles, dont les manifestations éphémères ne laissent que peu de traces.

La politique culturelle française est à la recherche d'un nouveau modèle qui soit adapté à l'ère de la mondialisation, des réseaux et des services. Ce modèle doit privilégier la mise en relation des hommes, des institutions et des cultures, la promotion du dialogue et de l'échange.

Afin de se renouveler, le réseau doit bénéficier de plus d'autonomie. Cette dernière fait souvent peur aux ambassadeurs et plus encore à certains conseillers culturels car ils y perçoivent une menace pour la cohérence de leur action et de l'image de la France à l'étranger. Néanmoins, des opérateurs disposant d'une véritable autonomie sont indispensables. Un tel dispositif présente de nombreux avantages : meilleure capacité à oeuvrer en concertation avec les institutions et les organismes locaux, meilleure appréhension des besoins et par conséquent meilleure adaptation de l'offre... Vouloir tout centraliser au niveau du service culturel de l'ambassade, c'est démotiver les cadres des instituts, rogner leur vitalité et mettre en danger la pérennité de la présence française. L'autonomie des directeurs de centres culturels s'inscrit donc plus largement dans la question de la transformation du rôle de l'Etat et de la démocratisation de la société.

1.2. Selon texte d'Alain Lombard¹⁶

La conception de la politique culturelle internationale de la France relève principalement du Ministère des Affaires étrangères ; son réseau diplomatique est essentiel à la coopération extérieure en matière culturelle et audiovisuelle.

Alors que jusqu'à récemment le Ministère des Affaires Etrangères intervenait pratiquement seul, d'autres acteurs (tels le Ministère de la Culture et de la Communication et les collectivités locales) ont pris ces dernières années une part croissante dans la coopération culturelle extérieure.

En effet, il y a eu une évolution positive depuis la publication du rapport parlementaire de M. DAUGE en 2001 qui soulignait la carence d'acteurs différents pour la gestion des affaires culturelles extérieures à la France (uniquement le MAE). Aujourd'hui enfin, cette multiplicité d'acteurs permet une diversification des financements, et un élargissement des regards sur la culture extérieure.

La coopération entre la France et le Maroc est ancienne, riche et diversifiée, et a pour objectif d'accompagner l'effort de modernisation du pays.

2. La présence française au Maroc aujourd'hui¹⁷

La rénovation des instruments de coopération, nécessaire pour les adapter au contexte nouveau créé à la fois par l'entrée du Maroc dans la Zone de Solidarité Prioritaire¹⁸ en 1999 et par son rapprochement avec l'Union Européenne, a abouti à la signature d'une nouvelle « convention de partenariat » à l'occasion d'une rencontre des Premiers ministres (juillet 2003). Le Maroc est le premier partenaire de coopération de la France. Il comprend le plus important réseau scolaire français à l'étranger et son entrée en Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP) a permis de recourir aux Fonds de Solidarité Prioritaires (FSP). Cinq projets FSP (aménagement du territoire, valorisation de la recherche, formation de gestionnaires hospitaliers, appui à la lecture publique, appui à l'enseignement fondamental) d'un montant total de plus de 15 millions d'euros ont notamment été conclus entre 2001 et 2003. Un Fonds

¹⁶ *Politique culturelle internationale: le modèle français face à la mondialisation*, Alain LOMBARD, Maison des cultures du monde, Ed. Actes Sud, 2003 Arles.

¹⁷ Voir annexe 3

¹⁸ La Zone de solidarité prioritaire (ZSP) a été définie par le Gouvernement français en février 1998 pour contribuer au développement des institutions, de la société et de l'économie. Elle se compose de 55 pays parmi les moins développés en termes de revenus, n'ayant pas accès au marché des capitaux et avec lesquels la France entend nouer une relation forte de partenariat dans une perspective de solidarité et de développement durable.

Social de Développement de 700 000 €, destiné à la mise en œuvre de microprojets pour lutter contre la pauvreté en aidant les populations les plus fragiles, est opérationnel depuis début 2005.

Au niveau économique, la France est le premier partenaire commercial du Maroc, le premier importateur et le premier exportateur, le premier fournisseur de recettes touristiques. La France est également le premier pays d'origine des transferts des Marocains résidant à l'étranger. Le Maroc est un des trois pays pilotes que la France a choisi pour mettre en œuvre sa politique de co-développement.

La France a plusieurs objectifs essentiels dans le domaine de sa coopération culturelle avec le Maroc, coopération qui s'inscrit dans un contexte historique d'étroite collaboration.

En effet, elle contribue à l'aménagement culturel des territoires et à l'accompagnement de la prise de responsabilités des collectivités locales dans le champ culturel en s'appuyant sur la coopération décentralisée. Son action est également fondée sur la poursuite du partenariat existant axé sur le conseil et l'expertise apportés aux institutions nationales dont le Maroc se dote et qui constituent le socle de son développement culturel. De plus, la France assure une présence de proximité sur le territoire marocain, en faisant des établissements culturels français des acteurs de changement. Notamment, elle diversifie les relations avec la société marocaine, en liant l'échange culturel à la politique globale de coopération en direction des publics locaux, des jeunes, des universitaires et des scolaires, du milieu associatif, et, développe par des partenariats inter-établissements, la présence des savoir-faire français en matière culturelle. Enfin, elle fait de la formation l'axe structurant de l'action commune du Maroc et de la France, puisque là réside l'un des principaux enjeux du développement artistique et culturel du pays.

La France consacre à cette coopération des moyens financiers conséquents : 5,5 millions d'euros (soit 12 % de l'enveloppe annuelle globale (pour le Maroc) de son Service de Coopération et d'Action Culturelle).

Au niveau culturel, la présence française au Maroc se compose de neuf Instituts français et deux Alliances franco-marocaines¹⁹. Ce sont des lieux de culture et de rencontres. Ils proposent des cours de langues, ouvrent leurs médiathèques au grand public et établissent une

¹⁹ Voir annexe 4

programmation culturelle. Cette programmation permet à de jeunes artistes marocains de devenir professionnels grâce à l'organisation de concerts puis de tournées dans le réseau.

Les Instituts français sont partie prenante des projets de coopération entre les deux pays. Le réseau culturel français concrétise sur le terrain la politique de partenariat franco-marocain coordonnée par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'ambassade de France au Maroc.

**TelQuel : Édition spéciale, n°246 Novembre 2006.
Les 50 qui feront le Maroc de demain**

Mohamed Beyoud. 33 ans.

L'homme qui réalise les rêves des enfants

Rien ne prédestinait cet enfant de Béni Mellal, où il a effectué toute sa scolarité, à devenir l'artisan de l'un des rendez-vous culturels les plus courus du pays : le Festival du Film d'Animation de Meknès (FICAM), devenu une référence au bout de six éditions très réussies. Depuis qu'il a intégré l'Institut français de Meknès, Beyoud a transformé la cité ismaïlienne en repaire d'artistes cosmopolites (Rachid Taha, Dionysos, Emilie Simon, et bien d'autres...) Concerts, ateliers et résidences d'artistes se font grâce à lui. Et le public répond à chaque fois présent - ce qui est exceptionnel, vu le contexte national de morosité culturelle. Ce féru de littérature française, caricaturiste et bédéiste de talent, a réussi une forme d'exploit : faire de l'IF de Meknès le plus marocain (et le plus chaleureux) des Instituts français du royaume. "Mes rêves, dit-il, je les partage avec les enfants que j'accueille chaque jour à l'Institut".

3. Les perspectives de la coopération culturelle franco-marocaine

La coopération culturelle existe essentiellement à travers les actions menées par les différentes structures culturelles françaises basées au Maroc.

A travers les initiatives de promotion de la culture (locale, francophone et française), les actions de coopération françaises n'excluent pas de pouvoir influencer l'économie locale.

Par exemple, un institut dynamique qui touche un large public va créer une bonne image de la France auprès de la population et des autorités locales. Si une entreprise française décide de venir s'implanter dans la zone d'influence de l'Institut, elle pourra alors bénéficier de la bonne image générée par la structure culturelle française. Les autorités marocaines ne lui opposeront pas de barrières et au contraire l'aideront plus facilement dans ses démarches d'installation.

De plus, l'implantation de cette entreprise générera des emplois et cela contribuera également à la bonne image de la France. Néanmoins, cette perspective pourrait être vu sous un angle différent et assimilé à du néocolonialisme, où la vocation de diffusion et de partage culturel des instituts français serait dénaturée et la culture ne deviendrait qu'un instrument pour influencer et voir même dominer le Maroc.

En revanche, les instituts français ne font pas que des actions dans le but sous-jacent de développer l'économie locale en favorisant l'implantation d'entreprises françaises.

Car outre ces dernières, des investisseurs marocains recherchent également une certaine qualité de vie dans les sites où ils s'installent.

Les initiatives françaises contribuent également à améliorer la qualité de vie locale en proposant une offre culturelle variée et innovante tant avec des artistes locaux qu'internationaux.

Lors d'actions organisées hors de la structure, dans des zones rurales et défavorisées, l'institut ne recherche pas prioritairement à véhiculer une représentation positive en vue du développement commercial, mais avant tout à toucher un très large public qui n'a pas forcément les moyens d'aller vers la culture, par exemple en organisant des concerts, ou des ateliers découverte dans des écoles rurales ou des foyers pour femmes en grande difficulté. Ces opérations permettent à ce public de se familiariser et de découvrir d'autres aspects de la culture.

Toutes ces démarches qui contribuent à donner une bonne image de la France peuvent aussi avoir un effet pervers.

En effet, dans les régions particulièrement défavorisées, beaucoup de Marocains ont émigré en Europe ou en Amérique du Nord. Ces derniers reviennent régulièrement au pays et véhiculent une image idyllique de la vie dans ces pays. Cela peut en influencer certains au grand départ, dans des conditions très précaires (émigration clandestine, prise de risque lors de la traversée, risque de tomber dans des réseaux maffieux de traite humaine, etc.).

En résumé, les actions culturelles de la diplomatie française peuvent avoir plusieurs conséquences plus ou moins positives sur la population marocaine.

3.1. Nouvelle donne politique en France : quelles retombées pour le Maroc ?

Alors que Jacques Chirac avait commencé sa première visite d'Etat au Maghreb en 1995, par le Royaume du Maroc, le nouveau président français, a préféré débiter ses visites par l'Algérie, la Tunisie et enfin le Maroc. Tout était prévu pour le Président Sarkozy se rendre au Maroc, mais en dernière minute, le Roi s'est désisté prétextant que les conditions de rencontre n'étaient pas fructueuses²⁰.

De part et d'autre de la Méditerranée, les médias s'interrogent sur les conséquences diplomatiques de ce contretemps. Cela laisse-t-il présager des changements profonds pour les années à venir dans les actions de coopération menée par la France au Maroc ?

En effet, l'intérêt porté à l'Algérie (économie plus développée, réserves de pétrole et de gaz) laisse présumer que les orientations diplomatiques de la France vont tendre vers des relations où les échanges commerciaux risquent d'être prépondérants et de bousculer les relations culturelles traditionnellement établies.

Les institutions culturelles françaises auront toujours un rôle important, mais avec des objectifs peut-être modifiés dans les années à venir.

4. Conclusion

Le réseau diplomatique culturel français est l'un des plus développés à travers le monde. Le réseau culturel français au Maroc en est la vitrine principale avec le dispositif le plus dense au niveau mondial.

Le Maroc est actuellement en transition. Cette lente évolution tend vers un pays plus moderne et plus ouvert. La France veut jouer un rôle important dans ces enjeux de développement au niveau économique, social et culturel.

Les critères déterminants pour la grille de lecture :

Le choix des critères prend en compte un certain nombre d'éléments tels que :

- les orientations en matière de politique culturelle de l'ambassade de France,

²⁰ Voir annexe 5

- la situation de l'offre culturelle (importante ou pas, diversifiée ou non),
 - Dans la principale ville d'action de la structure française, combien y a-t-il de spectacles programmés par an ?
 - Quels sont les jours les plus propices pour la programmation ?
 - Quelle est la période de l'année où la programmation est la plus dense ?
- la place de la langue française dans le pays,
 - Existe-t-il de la presse locale imprimée en français ? Y a-t-il des programmes de radio et télévision diffusés en français ?
- les attentes du public.

Ces éléments permettront de mieux cerner le public et également d'imaginer une offre culturelle en adéquation avec les directives de l'Ambassade et la culture locale via les structures diplomatiques et culturelles françaises.

A partir de ces éléments, il pourrait être intéressant d'orienter la politique culturelle française au Maroc en se basant sur les pratiques culturelles du pays en se positionnant comme complément et partenaire de la politique du gouvernement marocain.

Il pourrait donc être envisagé par exemple :

- un renforcement de la politique d'alphabétisation, puis d'incitation à la lecture en travaillant (via les structures culturelles françaises) avec les écoles,
- une intensification de la production littéraire (bilingue) par des concours de jeunes talents,
- un soutien aux artistes locaux, en organisant des stages, formations, résidences et présentations des productions (dans tous les domaines), afin de contribuer à la professionnalisation de ces derniers.

Cette politique forte de soutien à l'Etat marocain, va pouvoir contribuer à entretenir de bonnes relations bilatérales, contribuer à l'amélioration du cadre de vie et ainsi participer activement à l'essor de l'économie locale.

Partie 4 : Le défi culturel de l'Oriental : un exemple précis

1. L'Oriental, un contexte géographique et culturel bien spécifique

La région de l'Oriental²¹ est située à l'extrême est du Maroc, et s'étend sur 82000 km², le long de la frontière algérienne, de la côte méditerranéenne au nord à Figuig au sud. Elle constitue 1/10ème du territoire national. Elle comprend cinq provinces²², ainsi que la préfecture d'Oujda-Angad. L'Oriental présente une grande diversité géographique (mer, montagne, désert) et humaine. En effet, au cours de l'ère coloniale, s'est constitué dans l'Oriental marocain un véritable melting-pot ethnique, groupant des populations marocaines arabes et berbères, des Algériens musulmans, des Juifs, des Français et des Espagnols.

Dénigrée et oubliée lors du règne de Hassan II (1961-1999), la région était considérée comme le « Maroc inutile ». L'Oriental est actuellement en plein essor. Depuis que Mohamed VI a succédé à son père, il souhaite illustrer sa volonté de changement en s'attaquant à des chantiers nouveaux tels que la réhabilitation de la région. En effet, ce dernier, lors de ses nombreuses visites dans l'Oriental, a redynamisé cette région « dévastée » par près de quarante années d'oubli royal.

-culture dans l'Oriental

=> pas ou très peu d'offres « occidentalisées »

=> production artistique présente mais insuffisante

-quasiment pas de lieux d'expression

=> public non éduqué

-illettrisme

- pression sociale (ciné, théâtre, spectacle)

²¹ Voir annexe 6

²² Le découpage administratif du pays est composé de régions, elles-mêmes divisées en provinces et chaque province est constituée de communes urbaines et rurales.

- forte demande pour les pratiques artistiques liées à la tradition
- pas de volonté d'ouverture sur d'autres cultures (manque de curiosité notoire)
- région enclavée depuis 10 ans, il n'y a plus de brassage culturel (comme avant)

Oujda est la ville principale de cette région, poste de frontière entre l'Algérie et le Maroc, c'est une cité qui vivait et respirait grâce aux échanges culturels, économiques, entre les deux pays. Mais suite à la fermeture de la frontière en 1995, à cause du Sahara Occidental (à l'extrême sud-ouest du pays) revendiqué par l'Algérie, le taux de chômage ne cesse de grimper et l'émigration est de plus en plus importante. La cité a perdu sa fonction et son identité de ville frontière, carrefour entre deux pays, ville au commerce florissant et s'est transformée en « impasse » géographique et culturelle.

Oujda compte actuellement environ 500 000 habitants selon les derniers recensements (ce chiffre varie selon la source de l'information). La population varie en fonction des saisons : en effet, l'été, le retour des Marocains résidant à l'étranger fait accroître la population de la ville à près d'un million d'habitants. La ville est aujourd'hui isolée autant du côté algérien avec la rupture des échanges, que du côté marocain. L'accès reste difficile car l'agglomération est mal desservie, par la route, les airs et les rails (il faut compter une dizaine d'heures pour se rendre à Rabat en train.). Mais, cette tendance va en diminuant, car depuis son arrivée au pouvoir, Sa Majesté le Roi Mohamed VI, s'efforce à désenclaver l'Oriental et donc Oujda (projet d'autoroute entre Oujda et Fès, développement des lignes aériennes et des visites régulières, par exemple).

2. L'Institut français de l'Oriental : son positionnement, son action

2.1. Historique

Créé en 1995, l'Institut français de l'Oriental²³ (IfO) est né de la mutation du Bureau d'Echange Linguistique et Pédagogique²⁴ suite à la politique menée par l'Ambassade de France au Maroc.

L'histoire de l'Institut français de l'Oriental est rythmée depuis sa création par la succession de ses directeurs qui restent en moyenne 4 ans chacun (c'est le fonctionnement classique du

²³ Voir annexe 7

²⁴ Le BELP était une structure destinée à la formation pédagogique des enseignants de français ou en langue française.

réseau culturel français dans le monde). Dans le cadre des directives du conseiller culturel de l'ambassade, chacun dirige l'Institut selon ses propres aspirations, convictions et centres d'intérêts, tout en tenant compte de l'évolution des attentes du public et des enjeux locaux.

2.2. Les lieux de diffusion à Oujda

L'Institut ne possède pas sa propre salle de spectacle. Dès lors qu'un spectacle est programmé²⁵, il doit se jouer hors des murs.

Le fait que l'Institut français de l'Oriental ne possède pas sa propre salle de spectacle, permet que les événements organisés par l'Institut ne se déroulent pas qu'en petit comité. Cela évite que l'Institut se referme sur lui-même et n'existe que pour ses plus fidèles adhérents. Les lieux de diffusions sont variés tant dans leurs configurations que leurs situations géographiques. Ces différents sites permettent à la structure de toucher un plus large public. Car ce dernier se déplace difficilement pour un événement culturel notamment lorsqu'il est éloigné du domicile. En outre, l'éparpillement des lieux de diffusion à travers la ville permet une meilleure intégration de l'institut dans le tissu social de la ville et une plus grande visibilité auprès de la population.

En revanche, cela crée des difficultés matérielles, car bien souvent ces lieux de diffusion sont inadaptés ou vétustes, et les conditions de travail pour l'équipe technique et les artistes sont parfois délicates. De plus, des salles de spectacles n'appartenant pas à l'institut génèrent d'importantes dépenses, incompressibles dès lors qu'il y a un événement.

Il pourrait être intéressant d'imaginer la construction d'une salle polyvalente en partenariat avec les autorités locales et l'Ambassade de France, afin de créer un lieu d'expression pour les artistes adapté à leurs besoins. Ce projet montrerait le dynamisme de la région et pourrait être un élément déterminant dans la relance de l'économie locale.

2.3. Formulation des capacités de gestion

La formulation des capacités de gestion d'une structure culturelle sert à définir le stade d'évolution de la structure, elle s'articule autour de quatre points essentiels : la production, symbolisée par « p », l'administration « a », l'esprit d'entreprise « e », et l'intégration de l'équipe « i ». Elle se divise en cinq phases :

²⁵ Voir

Première phase, la structure en est à ses débuts, la production est encore faible, l'esprit d'entreprise est très développé pour mettre en place les choses, l'administration en est à ses débuts et l'intégration de l'équipe est encore peu développée (paEi).

La seconde phase, l'esprit d'entreprise diminue pour laisser place à une production plus importante (Paei).

La troisième phase, se caractérise par une production qui reste dense et l'esprit d'entreprise croît de nouveau pour confirmer la place de la production (PaEi).

La quatrième phase, l'administration se perfectionne et remplace petit à petit l'esprit d'entreprise (PAei).

Enfin, à la cinquième phase la structure est à son apogée organisationnelle et de fonctionnement. La formulation se traduit par une production, l'administration et l'esprit d'entreprise développé tout en conservant une intégration moyenne (PAEi). Néanmoins, si l'Intégration s'accroît, cela peut montrer les premiers symptômes de vieillissement de la structure.

- **La production**

L'Institut français de l'Orient a une programmation dense et variée répartie entre le service de programmation culturelle, la médiathèque et les cours de langue. L'IfO, outre ses activités culturelles (expositions, cinéma, conférences, résidences, etc.) mène aussi de nombreuses actions de coopération pour le développement de l'Orient. La formulation est ici « P », ce qui met en exergue une production importante et montre que l'Institut français est une structure dynamique sur les secteurs d'activité qu'il couvre.

- **L'administration**

L'équipe de l'Institut possède dans sa majorité des compétences administratives significatives. De plus, grâce à son statut d'Institut culturel français, le personnel de l'IfO bénéficie de formations mises en place par le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Maroc. Mais, parfois ces compétences ne sont pas exploitées de manières efficaces et productives. La formulation est ici « a ».

- **L'esprit d'entreprise**

L'Institut français de l'Oriental est à l'origine d'une partie des événements culturels ayant lieu dans la région. De plus, au niveau de la coopération pour le développement de l'Oriental, l'IfO se positionne en acteur très actif. La formulation au niveau de l'esprit d'entreprise de l'institut est « E ». En effet, l'Institut n'a cessé d'élargir sa programmation, de s'ouvrir sur de nouveaux publics et d'initier de nouveaux événements (tant sur le plan culturel que sur le plan de la coopération).

- **L'intégration**

L'ambiance de travail paraît bonne en surface, mais dès que l'on s'intègre au fonctionnement de la structure, on peut remarquer que certaines relations sont conflictuelles au sein de l'équipe. Cependant, l'équipe peut également, le cas échéant, faire preuve de grande cohésion. Il faut noter qu'il y a des liens de parenté parmi le personnel (frère/sœur). La formulation est ici « i ».

- **Conclusion**

La formulation globale de l'établissement est PaEi, ce qui résume une production dense accompagnée par un esprit d'initiative développé. Cela se traduit par la réalisation de nombreux événements (plus ou moins importants). L'administration est présente mais pas encore à son apogée. L'équipe possède des compétences mais manque d'efficacité. Enfin, l'intégration au sein de l'équipe est inégale, mais globalement bonne. Il faut souligner que l'équipe (si besoin est) peut faire preuve d'une grande cohésion.

D'après cette formulation, on peut en déduire que l'Institut se situe à la troisième phase d'évolution.

Cela montre également un besoin de formation de l'équipe afin qu'elle gagne en professionnalisme ainsi qu'en efficacité de gestion interne. D'autant que l'Ambassade de France organise régulièrement des sessions de formation.

2.4. Analyse SWOT

• Points forts et points faibles

Activité	Points forts	Points faibles
Spectacles	- programme varié et riche. - travail en collaboration avec les élèves des cours de langue. - représentations décentralisées dans l'Oriental (Jérada, Figuig, Berkane).	- pas assez de public intéressé. - plan de communication inadapté ou insuffisant ?
CinéIfO	- programmation éclectique et de grande qualité.	- manque de public. - mauvaises conditions de diffusion (acoustique). - lacune au niveau de la communication. - copies présentes trop peu de temps à Oujda pour permettre des diffusions décentralisées. - coût de la location des films, et leur réexpédition.
Médiathèque	- centre de ressource performant et sous logiciel libre. - programmation d'animations variées (ateliers d'écriture, conte, conférences, etc.). - travail avec les écoles d'Oujda (venue des classes). - projection hebdomadaire d'un DVD du fond. - beaucoup d'adhérents grâce aux cours de langue.	- fond livresque, CD, DVD, assez pauvre. - pas assez de communication autour de la diffusion hebdomadaire du DVD, car il y a très peu de public. - pas beaucoup d'adhérents (uniquement à la médiathèque).
Cours de langue	- beaucoup d'élèves, et de plus en plus de ventes de formations aux entreprises. - première ressource de fonds pour l'Institut. - bonne réussite aux examens	- locaux trop exigus : obligation de faire cours dans d'autres salles extérieures à l'Institut ou l'annexe. - pas assez de sécurité pour les élèves dans les locaux principaux.

Activité	Points forts	Points faibles
Edition	- édition variée, produit de résidences d'artistes, ou travaux d'artistes locaux. - cofinancement avec des partenaires locaux.	- édition pas assez régulière.
Locaux	- situation en centre ville (pour les locaux principaux). - belle maison bourgeoise réaménagée pour l'occasion. - deux cours permettent d'organiser des petits événements au sein de l'IfO. - la médiathèque est située en plein cœur de l'Institut.	- pas de places de parking (et stationnement difficile aux abords de l'Institut). - pas assez de sanitaires par rapport à la fréquentation des locaux (personnel, public médiathèque et cours de langue). - ménage pas assez régulier dans certains endroits de l'IfO, il manquerait peut-être une femme de ménage supplémentaire.
Matériel	- l'IfO possède un parc matériel non négligeable, permettant la mise en place de nombreux événements nécessitant une technique légère. - grand parc informatique.	- grand écran de cinéma abîmé. - certains postes et matériels informatiques encore utilisés sont vétustes ou dans un état ne permettant pas un travail efficace.

• Vision

L'IfO veut être un établissement culturel rayonnant sur tout l'Oriental. L'Institut veut être un lieu d'expression pour les artistes locaux, une porte ouverte vers de nouveaux horizons. C'est également une porte ouverte sur les cultures francophones et française.

Il veut également être un lieu d'apprentissage de la langue française, de rencontres et d'échanges conviviaux.

L'Institut veut se positionner en acteur important du développement de l'Oriental grâce à ses actions de coopération. Il souhaite également soutenir les associations de la région dans leurs actions de développement local.

Enfin, l'IfO veut être le chef de file au niveau du Maroc en matière de diffusion de la culture scientifique grâce à la mise en place d'expositions par exemple.

- **Mission**

L'institut français de l'Oriental est un poste avancé de la diplomatie culturelle au Maroc. Il a pour mission d'effectuer une représentation consulaire pour la région (mais ne peut pas se substituer au consulat de Fès).

L'institut a pour mission de diffuser la culture francophone et française au niveau de l'Oriental. Il doit répondre à une demande du public local et combler si besoin les vides culturels de la région en mettant en place différents événements et résidences d'artistes à Oujda et dans tout l'Oriental. De plus, ce doit être un lieu d'échanges, de rencontres et de débats d'idées.

De plus, c'est un lieu d'apprentissage du français et un centre d'examen pour les diplômes DELF²⁶, DALF²⁷, TCF²⁸.

Enfin, l'IfO est une vitrine de la culture française et de la France dans l'Oriental.

2.5. Positionnement actuel

L'Institut français de l'Oriental est situé à Oujda pour des raisons pratiques et stratégiques. Pratiques, car la ville est dotée d'un aéroport international, et stratégique car elle abrite toutes les institutions étatiques régionales et de nombreuses associations. C'est le poste diplomatique français le plus avancé à l'est du pays, mais aussi le plus éloigné du reste du réseau des Instituts français au Maroc. Sa situation isolée lui confère un rôle stratégique dans les projets de coopération liés au développement de l'Oriental.

En effet, au-delà de sa mission d'ouverture sur la culture française et francophone, l'Institut s'est progressivement donné un grand rôle dans les opérations de coopération entre la France et le Maroc oriental pour le développement.

Par exemple, deux réunions des coopérations décentralisées entre des collectivités locales avec l'Oriental ont été organisées par l'Institut en partenariat avec l'IRCOD²⁹ en février 2006. Puis, la rencontre des associations françaises et marocaines œuvrant pour l'Oriental³⁰ qui a eu lieu en février 2007 (organisée par l'IfO et l'IRCOD) avait pour objectif de permettre à des

²⁶ DELF : Diplôme d'Etudes en Langue Française

²⁷ DALF : Diplôme Approfondi en Langue Française

²⁸ TCF : Test de Connaissance du Français

²⁹ IRCOD : Institut Régional de Coopération de Développement

³⁰ Voir annexe 9

associations marocaines et françaises travaillant de part et d'autre de la Méditerranée et souhaitant mener des actions de développement dans l'Oriental, de se rencontrer, d'échanger et de créer des partenariats et des projets communs.

Toujours dans cette démarche de coopération pour le développement de l'Oriental, l'IfO a organisé, avec l'association marocaine Nature et Patrimoine (ANAP³¹), la Traversée de l'Oriental³², un festival randonneur, en partenariat avec des associations locales. Cet événement visait à prouver qu'une autre forme de tourisme dans l'Oriental est possible. Enfin, en 2007, a eu lieu la journée du tourisme solidaire co-organisée avec l'IRCOD et l'ANAP. Cette journée de réflexion sur les formes de tourisms alternatifs visait à donner aux participants des pistes et des outils afin de mettre en œuvre des projets de tourisme solidaire en réseau.

Ces événements montrent combien les opérations de coopération menées par l'Institut sont importantes et novatrices dans cette région en plein développement. L'IfO se positionne en catalyseur pour les associations locales travaillant dans le développement.

L'Institut français de l'Oriental est un relais de l'Ambassade de France pour les appels à projets visant le soutien d'actions de coopération dans le cadre de ses programmes de financement tel que le Programme Concerté Maroc (PCM), car il bénéficie d'un ancrage et d'une bonne connaissance du territoire et du tissu associatif local.

Outre ces actions, l'IfO entretient une étroite relation avec l'Université Mohamed 1er. En effet, Oujda compte un pôle universitaire important avec près de 30 000 étudiants. L'Institut apporte son soutien scientifique et technique à l'université.

L'Institut soutient l'Université en étant partenaire de séminaires, colloques de recherche et de réflexion. Cet appui se fait également par l'aide au déplacement de scientifiques français et marocains. Ces collaborations permettent à l'Institut de se positionner en partenaire privilégié de l'Université. Les étudiants qui sont touchés à travers ces partenariats sont les forces vives marocaines de demain et pour une question d'image de la France, il est important que l'IfO mène des actions en leur direction.

³¹ L'ANAP est une association qui a pour objectif la protection de l'environnement, du patrimoine dans l'Oriental et la gestion rationnelle et la mise en valeur des ressources naturelles.

³² Voir annexe 10

L'IfO est chef de file dans le domaine de la culture scientifique et technique. Il travaille en étroite collaboration avec l'Institut de Recherche et Développement afin de faire venir des expositions de vulgarisation scientifique expliquant les relations de l'homme et son environnement. L'Institut se positionne également en relais pour lancer des appels à projets pour le financement d'initiatives en faveur de la promotion de la culture scientifique et technique.

Enfin, fort de ces actions de coopération, l'IfO est par ailleurs un « tremplin » pour les artistes de l'Oriental. En effet, ces derniers manquent cruellement de lieux d'expression et de création. En septembre 2005, un atelier pour les artistes plasticiens a été mis en place dans les locaux de l'Institut. C'est un lieu qui permet aux artistes jeunes et moins jeunes, de se rencontrer, de créer, de monter des projets ensemble, d'exposer et d'échanger. Depuis, le groupe d'artistes ne cesse de s'étoffer et cela a permis à de jeunes plasticiens, y compris des jeunes femmes, de s'exprimer. Cet atelier se veut une sorte de vitrine de la production artistique de l'Oriental. Souvent, il est demandé à ces mêmes artistes de réaliser des travaux pour l'Institut (réalisation d'affiches, banderoles, commandes d'œuvres, décoration.). Ils sont rémunérés en contrepartie. De plus, régulièrement, lors de résidences d'artistes français à Oujda, les plasticiens de l'IfO sont encouragés à travailler avec ces derniers, ce qui favorise des échanges interculturels, des échanges d'expériences et de techniques et enrichit la créativité de tous.

L'IfO ne se contente pas seulement de faire venir des artistes français dans l'Oriental, mais ponctuellement, à l'issue de rencontres fructueuses, il essaie de promouvoir la culture marocaine en France. Par exemple, lors de la Rencontre des associations, le producteur d'un festival en France est venu à Oujda et a rencontré des artistes locaux, ces mêmes artistes sont invités à participer à la prochaine édition de ce festival en France pendant l'été 2007.

En résumé, l'Institut français de l'Oriental, malgré sa position géographique excentrée par rapport au réseau, a une mission plus large que les autres instituts, notamment au niveau de la coopération. Il se positionne comme un acteur privilégié du développement de la région grâce à ses actions de coopération, d'ouverture sur la culture (culture scientifique et technique, tremplin pour les artistes) et également via sa programmation culturelle qui représente quasiment la seule offre dans son genre sur tout l'Oriental.

La programmation se veut éclectique, riche et dense. L'Institut souhaite donner l'opportunité au public d'Oujda et de l'Oriental de s'ouvrir sur la culture française et francophone. Les artistes programmés ne sont pas uniquement français mais aussi belges, nigériens, marocains, algériens, etc. L'IfO aspire à toucher un public le plus large possible à travers des représentations de théâtre, des concerts, des spectacles pour enfants, des projections de cinéma, des conférences, des expositions, etc.

3. Comment orienter les actions de l'IfO pour contribuer au développement de la culture dans l'Orientale ?

3.1. Formation et professionnalisation des artistes : Création d'un complexe culturel.

Afin de présenter sa programmation dans de bonnes conditions techniques et offrir aux musiciens un lieu de répétition et de perfectionnement, l'Institut pourrait envisager la construction d'un complexe culturel. Ce site devrait pouvoir accueillir des concerts, des spectacles, des expositions et comprendre un studio de répétition pour les groupes musicaux.

Cet espace devrait être financé par les autorités locales en partenariat avec l'Ambassade de France dans le cadre de son plan de coopération. Plusieurs acteurs culturels locaux pourront y présenter leur programmation, notamment l'IfO. Ce lieu deviendrait un moteur et une vitrine de la vie culturelle Oujdi.

De plus, le studio pourra accueillir les musiciens en formation et servir ainsi la politique de professionnalisation des artistes tant sur le plan technique que musical.

Cependant, la création de ce complexe ne réduirait pas les difficultés d'adapter la programmation au public oujdi.

3.2. Programmation de spectacles

Outre sa mission de promouvoir la culture française et francophone, l'IfO doit aussi étoffer l'offre culturelle présente sur sa zone d'influence. L'Institut a également pour objectif de développer la production artistique locale.

Pour répondre à ces objectifs, chaque année, l'Institut met en place une programmation culturelle, qui, selon les types de spectacles, rencontre plus ou moins de succès auprès du public oujdi.

Par exemple, pour l'année 2006-2007, les moments forts de la programmation ont été :

- *Les concerts de musiques du Ramadan.*

Des groupes locaux se sont produits en soirée (après la rupture de jeûne). Ces concerts ont attiré un public important. Ce dernier était mixte et familial. Ces moments musicaux ont eu lieu en semaine.

- *Les spectacles jeune public.*

En règle générale, ces derniers attirent beaucoup de monde. Le public est essentiellement familial. Ces représentations ont lieu le dimanche matin. Le succès de ces spectacles est dû au fait qu'ils sont destinés aux enfants, qui viennent accompagnés de leur famille.

- *Les concerts « micro ouvert ».*

Ce sont des concerts organisés dans divers lieux de la ville, où des groupes de jeunes musiciens se produisent et présentent leurs dernières compositions. Les types de musique présentés sont rock, hip hop, etc. Ces moments musicaux recueillent un certain succès auprès des jeunes. Les concerts *micros ouverts* ont lieu le samedi, car la plupart des musiciens sont étudiants.

- *Le concert de « Hoba Hoba Spirit ».*

C'est un groupe émergent de la scène musicale casablancaise, qui est très populaire dans l'ouest du pays et qui commence à se faire connaître et reconnaître sur la scène musicale européenne. Ce concert a rassemblé un large public à Oujda.

Le fait que trois groupes locaux se soient produits en première partie semble non négligeable dans la bonne fréquentation de cette manifestation.

On peut cependant regretter l'infime nombre de femmes présentes à cette soirée. Ce concert a eu lieu en fin de semaine.

Mais, il n'y a pas eu que des succès, dans la programmation. Malgré leur qualité, les spectacles destinés aux adultes, qu'ils soient présentés par des artistes français ou marocains, n'ont pas eu la fréquentation escomptée. Il est à noter que toutes ces représentations ont eu lieu en semaine.

On pourrait donc en déduire, que la fréquentation du public adulte oujdi est lié au jour de programmation du spectacle.

En effet, on a vu que les spectacles qui ont rassemblé le plus de public, sont ceux qui ont eu lieu en fin de semaine, hormis les musiques du Ramadan, mais il s'agit là d'un mois de l'année où le rythme de fonctionnement du pays entier est modifié.

D'autre part on constate une désaffection du public envers les spectacles qu'il ne connaît pas. Est-ce un manque de curiosité ou une absence d'habitude à fréquenter les salles de spectacles, ou une appréhension à voir un spectacle étranger à la culture oujdi ? Cette réticence à la nouveauté peut également être liée au facteur économique (« je n'ai pas les moyens d'être déçu ! »).

Cependant, cette tendance s'estompe dès lors que le spectacle est composé de deux parties (un groupe local puis un groupe extérieur). Par exemple, pour le concert des *Hoba Hoba Spirit*, relativement méconnus à Oujda, le public était au rendez-vous. Cela s'explique par le fait qu'en première partie, trois groupes locaux se sont produits. En effet, ces derniers n'ayant pas souvent l'occasion de monter sur scène ont fait fonctionner leur réseau et ont invité de nombreuses personnes que l'Institut n'aurait pas su toucher par son réseau de communication habituel. Le public présent pour les groupes locaux est resté pour le concert casablancais.

Enfin, cette expérience montre que si l'on associe des productions artistiques locales à des production venant d'ailleurs, il reste possible de convaincre le public d'assister à des spectacles novateurs. Cependant, l'enjeu reste de réunir un large public sur des spectacles venant de l'étranger, sans pour autant avoir programmé des artistes locaux en première partie.

3.3. Alphabétisation et sensibilisation à la lecture

Afin de rester dans une logique de partenariat avec l'Etat marocain, il faudrait mettre en place une politique d'alphabétisation dirigée en priorité vers les femmes et dans les milieux de grande précarité. Cette démarche devrait s'accompagner d'actions conjointes avec les écoles afin de sensibiliser les jeunes à la lecture. En outre, il faudrait étoffer le fond livresque de la médiathèque afin que ce dernier soit diversifié et adapté à un très large public avec des attentes tant scolaires que ludiques.

4. Conclusion

Dans tous les domaines, économiques sociaux et culturels, l'Oriental est en phase de rattraper son retard de développement par rapport au niveau du Maroc occidental.

Face à cet environnement propre à l'Oriental, l'Institut français veut inscrire son action culturelle dans l'effort de développement général de la région.

Au niveau culturel, il convient d'associer les initiatives locales à la programmation culturelle de l'Institut en tenant compte des spécificités de chaque public visé.

Conclusion générale

Afin de mettre en place une politique culturelle adaptée au contexte particulier du Maroc (ou d'un autre pays émergent ayant des dénominateurs socioculturels communs), il convient de faire un diagnostic culturel dans le pays et plus particulièrement dans la zone d'action concernée.

Critères de la grille de lecture³³ :

- Les orientations de l'Ambassade de France en matière de politique culturelle
- L'importance de la religion dans la société (influence forte ou non sur les comportements de chacun ?)
 - La religion et l'Etat sont ils séparés ?
 - La religion est-elle régie par des lois étatiques ?
 - Existe-t-il une religion officielle du pays ? Si oui, laquelle ?
 - Quelles religions coexistent dans le pays ? Sont elles reconnues par l'Etat ?
 - La religion est elle très pratiquée par la population ?

Cette question permet d'en savoir plus sur les mœurs locales. Par exemple, dans un pays musulman, il est très délicat d'aborder des sujets tabous tels que la sexualité (une structure culturelle abordant ce genre de sujet risque d'être discréditée aux yeux du public). De plus, si la religion est très présente dans la société, alors elle sera vécue comme un moteur qui cadence le temps, la semaine et donnera ainsi des indices sur les jours les plus propices à la programmation de spectacles ou d'événements.

- Le degré de développement du pays :
 - Niveau de vie moyen
 - Quel est le salaire moyen ? Quel est le salaire minimum ?
 - Quel est le taux de chômage au niveau national ? Et dans la région d'action de la structure culturelle française ?

³³ Cf. annexe 11, où la grille de lecture est présentée sous forme de tableau.

- Quel est le prix moyen des produits de première nécessité (farine, pain, légumes) ou les produits de grande consommation (essence, etc.) ?
- Taux d’alphabétisation (ces données sont disponibles sur le site de l’UNESCO ou autres sites spécialisés.)
 - Au niveau de l’enseignement, quel est le ratio écoles publiques/écoles privées ? (ceci donnera une image de l’appréciation de la qualité d’enseignement)
- Les populations ont-elles de l’argent à consacrer à la culture ?
 - Quel est le prix d’un billet de cinéma ?
 - L’abonnement dans les bibliothèques publiques est-il payant ? Ces bibliothèques sont-elles très fréquentées ?
 - Quel est le prix moyen des spectacles présentés dans la principale ville d’action de la structure ?

Ces indicateurs de niveau de vie vont permettre de situer l’importance et la place de la culture dans la vie des populations. Sur quels leviers d’actions doit-on agir pour initier la politique culturelle ? Par exemple, si le taux d’analphabétisme est très élevé, il pourrait être intéressant de mettre en place des actions de coopération focalisées sur l’alphabétisation. De plus, il est intéressant d’avoir des informations sur les niveaux de vie afin d’imaginer la politique tarifaire de la structure. (Droit d’entrée gratuit ou à prix modique, formule d’abonnement, etc.)

- Le domaine culturel :

- Quelles sont les pratiques culturelles locales ?
 - Combien y a-t-il de bibliothèques par habitant et quelle en est la fréquentation ?
 - Combien de spectacles sont présentés dans la principale ville d’action de la structure et quel type ? (danse, théâtre, concert, etc.)
 - Combien y a-t-il de cinémas dans la région pour combien d’habitants ?

La réponse à cette interrogation permet de cerner les centres d'intérêt des publics potentiels.

- Existe-t-il des infrastructures culturelles ? Si oui lesquelles et dans quel état ? (salles de concert, musées, cinémas, bibliothèques, etc.) Sont elles réparties équitablement à travers le pays ?

A partir de ces éléments on obtient une « photographie » des infrastructures disponibles et de leur état de fonctionnement. Cela facilite ainsi la programmation (spectacles, événements adaptés aux conditions techniques du terrain).

- Qui compose le public ? Quelles sont ses attentes ?
 - Se baser sur les observations des organisateurs d'événements, directeurs de structures culturelles telles que les médiathèques, cinémas, etc.
- La situation de l'offre culturelle (importante ou pas, diversifiée ou non),
 - Dans la principale ville d'action de la structure française, combien y a-t-il de spectacles programmés par an ?
 - Quels sont les jours les plus propices pour la programmation ?
 - Quelle est la période de l'année où la programmation est la plus dense ?
- La place de la langue française dans le pays.
 - Existe-t-il de la presse locale imprimée en français ? Y a-t-il des programmes de radio et télévision diffusés en français ?

Certaines informations peuvent être obtenues en discutant avec l'équipe déjà présente sur le terrain. En effet, le personnel travaillant dans une structure diplomatique culturelle française compte souvent de nombreux autochtones en mesure de dresser un portrait « utile » sur les us et coutumes locales.

Ces éléments permettront de mieux cerner le public et également d'imaginer une offre culturelle en adéquation avec les directives de l'Ambassade et la culture locale via les Instituts et Alliances françaises.

Bien que les éléments constitutifs de cette grille semblent évidents, la démarche intellectuelle pour la renseigner sera une aide pour le nouveau directeur qui s'imprénera plus rapidement de l'environnement culturel local et gagnera en efficacité d'adaptation pour mettre en place une politique culturelle adéquate.

Il apparaît que la politique culturelle française à partir de ce qui a été dit, peut contribuer au développement durable de la culture au Maroc en fondant son action sur trois axes essentiels, parmi les multiples possibilités d'action.

- professionnalisation des artistes : formation, master-class, etc.
- enseignement du français en incluant l'alphabétisation.
- programmation culturelle : elle doit être ciblée et cohérente dans le temps.

Concernant le Maroc, les grandes orientations en matière de politique culturelle mise en place par la diplomatie française devront se positionner en complément de la politique marocaine afin d'asseoir les relations de confiance entre les deux pays.

Cependant, cette démarche peut être controversée. En effet, derrière la coopération culturelle, bien souvent, se cachent des enjeux économiques. La culture est l'un des facteurs de développement d'une région. Elle améliore le cadre de vie et donc rend la région attractive pour les investisseurs étrangers mais également nationaux. Le dilemme se pose alors pour déterminer la finalité profonde de la politique culturelle française au Maroc : Est-ce uniquement dans un but altruiste de démocratisation de la culture ou bien à des fins purement mercantiles ?

Sous l'ère Chirac, la diplomatie culturelle française intégrait la dynamique économique à travers ses actions, mais de façon modérée. Actuellement, avec les changements gouvernementaux, et la rencontre avorté de juillet dernier de Nicolas Sarkozy et du Roi du Maroc, on peut s'interroger sur l'importance du facteur « économie » de la politique culturelle française mise en place au Maroc et dans le monde.

Bibliographie

DAUGE Yves, *Sur les centres culturels français à l'étranger*, Rapport parlementaire n°2924, Assemblée Nationale, février 2001, Paris.

DEBAYLE Céline, *Maroc*, Ed. Les Guides Arthaud, 1994 Evreux

DRAGICEVIC-SEIC Milena, DRAGOJEVIC Sanjin, *Arts management in turbulent times : Adaptable quality management : navigating the arts through the wind of change*, 2005, Amsterdam.

DRAGICEVIC-SEIC Milena, DRAGOJEVIC Sanjin, *Cultural persistence : Arab contribution to the world cultural dynamics*, texte, 2005, Belgrade.

EL BENNAOUI Khadija, *Projet d'étude : Les pratiques musicales amateurs à Casablanca*, étude, 2003 Casablanca.

JOSSE Pierre, *Guide du Routard – Maroc-*, Ed. Hachette, 2005, Paris.

De JOUVENEL Hugues, *Invitation à la prospective*, Ed. Futuribles perspectives, 2004, Paris.

LOMBARD Alain, *Politique culturelle internationale: le modèle français face à la mondialisation*, Maison des cultures du monde, Ed. Actes Sud, 2003 Arles.

MARTEL Frédéric, *De la culture en Amérique*, Ed. Gallimard, 2006, Paris.

MORRIS Elisabeth, *Au Maroc*, Ed. Hachette, 1994 Paris.

De PONTCHARRA Nicole, MARTIN SAINT LEON Pascal, *Maroc, Morocco - Revue Noire*, Ed Hachette, 1999 Paris.

VERMEREN Pierre, *Le Maroc en transition*, Ed. La découverte, 2004 Paris.

Webographie

Site de l'Ambassade de France au Maroc : <http://www.ambafrance-ma.org>, dernière mise à jour : juillet 2007. Ce site propose une présentation du Maroc et les diverses actions de la France via l'Ambassade, les Instituts et Alliance françaises.

Site du Ministère des Affaires Etrangères (France) : www.diplomatie.gouv.fr, mises à jour quotidiennes. Ce site présente le ministère et ses actions à travers le monde. Il propose également une présentation des pays où la diplomatie française est représentée.

Site du Ministère de la Culture et de la Communication (France) : <http://www.culture.gouv.fr>, dernière mise à jour Août 2007, dernière visite le 18-08-07. Ce site présente le ministère et ses diverses actions. Il propose également des dossiers thématiques.

Site de l'Assemblée Nationale (France) : www.assemblee-nationale.fr, mise à jour : Août 2007, dernière visite Juin 2007. Présentation de l'Assemblée Nationale, du palais Bourbon, de ses membres (députés), de son fonctionnement et de son actualité : agenda, travaux en cours. Il propose également tous les travaux (rapports parlementaires, études, etc.) en ligne.

Site du Ministère de la Culture et de la Communication (Maroc) : <http://www.minculture.gov.ma>, dernière mise à jour : 2003
Site pauvre avec très peu de données pas actualisées.

Site du Ministère du Tourisme marocain : www.tourisme.gov.ma, dernière mise à jour Juillet 2007. Donne des informations touristiques officielles et offre l'annuaire des sites gouvernementaux touristiques marocains.

Site Maghrebarts Arts et Cultures au Maroc : <http://www.maghrebarts.ma>, dernière mise à jour en juin 2007. Ce site présente un agenda culturel avec de nombreux festivals à travers le Maroc. La rubrique « dossier » met à disposition des articles thématiques autour des arts et d'autres sujets d'actualité.

Site de l'hebdomadaire *TelQuel* : www.telquel-online.com , mise à jour hebdomadaire.

TelQuel est un magazine hebdomadaire marocain francophone. Il est indépendant, privé, et sa ligne éditoriale libre est souvent critique envers le gouvernement marocain.

Site du monde diplomatique : www.monde-diplomatique.fr , mise à jour mensuelle. C'est un mensuel de réflexion qui propose des archives, des dossiers, des cartes, ses anciens numéros sur Internet.

Site de l'Université de Sherbrooke : <http://perspective.usherbrooke.ca> , dernière mise à jour juillet 2007 et dernière visite le 15-08-07. Ce site est un outil pédagogique présentant les dernières tendances mondiales depuis 1945 (population, économie, événements, statistiques, cartes, etc.). Il propose des fiches complètes sur de nombreux pays.

Site babelMed.net : www.babelmed.net , dernière visite 21-08-07. Babelmed.net est un projet éditorial centré sur les réalités politiques et culturelles qui façonnent l'identité méditerranéenne.